

AMI n° : 02/CCD - PRCC/2020  
Date de publication de l'avis: 11/03/2020  
Convention de financement n°CDJ1088.01.N

## SERVICES DE CONSULTANTS - APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

---

### REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

#### PROJET D'APPUI AUX ACTEURS DJIBOUTIENS DU COMMERCE INTERNATIONAL (PRCC)

---

1. La République de Djibouti a reçu une subvention de l'Agence Française de Développement (AFD), dans le cadre du Programme de Renforcement des Capacités Commerciales (PRCC) et a l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour le recrutement d'un Cabinet de Consultant afin de réaliser une étude sur le positionnement concurrentiel de Djibouti. La gestion de ce projet est assurée par la Chambre de Commerce de Djibouti (CCD), en sa qualité de maître d'ouvrage.
2. La présente étude s'inscrit dans le cadre des activités prévues au titre de la composante 3 portant sur la réalisation d'une étude sur le positionnement concurrentiel de Djibouti et les secteurs porteurs de développement économique (pêche, tourisme/TIC, liste non limitative). Cette étude portera sur les niches et les opportunités d'affaires pouvant être développées par le secteur privé, les PME ainsi que les jeunes entrepreneurs.
3. Dans le cadre de la Mission, les experts du Cabinet de Consultant devront :
  - Collecter et analyser la documentation (études sectorielles, analyse de marché, tarification, réglementation, stratégie sectorielle) sur le secteur des TIC,
  - Procéder à des entretiens, rencontres et interviews avec les parties prenantes
  - diagnostiquer l'environnement bancaire et des systèmes de paiement monétique ou électronique et faire une série de recommandation pour le développement du paiement par téléphone ou par internet,
  - Diagnostiquer l'environnement juridique et réglementaire sur le secteur des TIC
  - Formuler des recommandations en vue du développement du commerce électronique et de la chaîne de valeur logistique relatives aux commandes en ligne ou par internet,
  - Faire un état des lieux des offres de formation sur les métiers en lien avec les TIC et le commerce électronique et proposer des nouveaux modules de formation
  - Identifier et cartographier les niches et opportunités d'affaires à savoir les boutiques et galeries virtuelles, les agences de voyages virtuelles ainsi que des filières et métiers à fort potentiel de développement dans le domaine des TIC et commerce électronique exemples le Community Manager, l'architecte réseau, le

webmaster, le responsable service client, le Traffic manager, le Consultant e-business, le Développeur multimédia, le Web designer, etc.

- Identifier les potentielles sources de financements susceptibles d'être mobilisées pour les porteurs de projets et des fiches de projets susceptibles d'être proposés aux partenaires techniques et financiers pour les accompagner.
4. La CCD invite les Cabinets de Consultants intéressés à manifester leur intérêt pour la mission décrite ci-dessus. A l'issue de cet AMI, une liste restreinte de 6 Cabinets maximum, sera établie sur la base des candidatures reçues, à qui la CCD adressera la demande de propositions pour la réalisation des Services requis.
  5. Les Cabinets intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires. Le caractère similaire des références sera analysé en fonction de l'ampleur des marchés, de la nature des services réalisés (gestion de projets complexes, la coordination de projets multi composants, le suivi des actions de communication et des indicateurs du cadre logique etc.), du domaine et de l'expertise technique (appui à la passation des marchés et maîtrise des procédures de l'AFD) ainsi que le contexte géographique (connaissance du secteur et expérience du travail avec le client).
  6. Les Cabinets devront proposer des experts disposant des profils suivants :
    - Un **Expert en économie numérique ou en commerce électronique qui assurera le rôle de chef de mission**. Diplômé en Economie numérique, commerce électronique (BAC+5) ou équivalent avec une expérience professionnelle de 7 ans dans le domaine recherché.
    - Un **Expert en droit de l'internet et des TIC** : de formation de second cycle (BAC+5) dans le domaine concerné, cet expert devra justifier d'une expérience avérée d'au moins 7 ans. Une expérience de travail en lien avec l'objet de l'étude à Djibouti serait un atout.
    - Un **Expert en paiement électronique** : titulaire d'un Master dans le domaine de bancaire avec une spécialisation en paiement électronique, l'expert proposé doit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 7 ans dans le domaine monétique.
  7. Le Cabinet sera sélectionné selon la méthode de « sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC). La manifestation ou l'expression d'intérêt ne devra pas contenir des curriculum vitae ou une méthodologie de travail.
  8. Afin de confirmer leur éligibilité à un financement de l'AFD, les candidats devront joindre à leur candidature la déclaration d'intégrité (cf. Annexe 1 aux directives de passation des marchés de l'AFD, voir lien ci-dessous) dûment signée. Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'article 1.3 des « Directives pour la passation des marchés financés par l'AFD dans les états étrangers », disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>
  9. Le Cabinet sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les « Directives pour la passation des marchés financés par l'AFD dans les états étrangers ».

10. Les Cabinets de Consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-dessous, de 8h à 14h (heures locales) du dimanche au jeudi.

Les manifestations d'intérêt devront être soumises en français en 3 exemplaires, dont un original et une version numérique (CD ou USB), à l'adresse ci-dessous au plus tard le **1<sup>er</sup> Avril 2020** par ***courrier et par email*** et porter la mention « *Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Bureau d'Etude pour la réalisation d'une étude sur les niches et les opportunités d'affaires pour le secteur privé dans le secteur des TIC* ».

11. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est la suivante :

Par courrier :           **à l'attention de M<sup>me</sup> la Secrétaire Générale de la CCD**  
Chambre de Commerce de Djibouti  
Place Lagarde, Boîte Postale n° 84  
DJIBOUTI – République de Djibouti  
Tél : +253 21 35 10 70  
Courriel : [ccd@ccd.dj](mailto:ccd@ccd.dj)